

# Afghanistan

## La réconciliation n'est pas au rendez-vous du retrait des troupes de la coalition

La mort de Ben Laden dans sa villa d'Abottabad au Pakistan, début mai, ouvre de nouvelles perspectives en Afghanistan. Les spéculations vont bon train. Les Américains, se rendant compte des limites d'un règlement purement militaire du conflit afghan, semblent vouloir négocier avec les talibans, préférant aujourd'hui une option qui associerait les moins fanatiques à entrer dans le jeu de la configuration politique d'après 2014. Hypothèse fragile pour certains, boîte de Pandore pour d'autres, les lignes semblent bouger à Kaboul et dans les provinces afghanes. Rien de tel que d'aller voir sur place comment se vit cette transition dans une ville en proie à une recrudescence de psychose.

SERGE BAILLY

Kaboul en mai, un air de printemps. Les dernières neiges sur les contreforts de la ville s'estompent et glissent vers la plaine. Ce 30 avril, le Conseil de gouvernement de l'Émirat islamique d'Afghanistan, comme s'appelait le régime taliban au pouvoir entre 1996 et 2001, a annoncé le début de ses opérations militaires de printemps. « Les opérations viseront en priorité les centres militaires, les lieux de rassemblement, les bases aériennes, les dépôts de munitions et les convois militaires logistiques des envahisseurs étrangers dans tout le pays. » Parmi les « cibles prioritaires » citées, les forces étrangères et les responsables civils et militaires du « gouvernement fantoche de Kaboul », ainsi que les patrons de sociétés étrangères et locales travaillant pour l'« ennemi ».

Depuis janvier dernier et l'attaque d'un supermarché en plein centre-ville<sup>1</sup>, la communauté étrangère a renforcé les mesures de sécurité, interdisant presque toutes les sorties dans les lieux qui sont encore des oasis de calme. Les ambassades se barricadent, les restaurants ne servent plus (officiellement) d'alcool, les expatriés des organisations internationales ont pour consigne de ne plus se déplacer à pied dans la ville... petit à petit, l'état de psychose généralisée prend le dessus, donnant raison aux groupes talibans qui n'en demandaient peut-être pas tant. Discours incohérent : d'un

<sup>1</sup> L'attentat kamikaze survenu au shopping Finest de Kaboul s'est soldé par la mort de neuf personnes. Un porte-parole des talibans, Zabiullah Mujahid, a indiqué que l'attaque avait été menée alors que des étrangers faisaient leurs achats, et parmi ces étrangers le chef de la société de sécurité Xe Services, (ex-Blackwater), ce qui fut démenti.

côté, la coalition prône avec insistance la confiance retrouvée, de l'autre, les interdictions de simplement se promener à pied fument des ambassades.

Plusieurs facettes de Kaboul se côtoient dans un invraisemblable désordre : il y a le quartier historique, Shar-e-Naw, entre petites boutiques et buildings modernes, le Kaboul des habitations de Micro Rayan, construites par les Russes et très prisées de la classe moyenne kaboulie, il y a les quartiers des ministères et ambassades, quasiment privatisés, lourdement surveillés, avec différents checkpoints aux intersections des rues pour filtrer les entrées. Symbole typique de cette débauche de sécurité, l'hôtel Serena, situé en plein centre-ville est une forteresse. Attaqué deux fois par les talibans, l'hôtel augmente chaque fois la hauteur des murs de protection, le nombre de gardes armés... devenant un véritable bunker avec mercenaires, *T-walls*, chicane de sécurité et fouilles des visiteurs. À l'intérieur de l'hôtel, tout semble feutré. Les jardiniers jardinent, les nettoyeurs traquent les poussières... ambiance surréaliste propre à accueillir les nombreux « missionnaires consultants » en tous genres. Les ambassades dans un réflexe incompréhensible de sursécurisation, préfèrent les voir enfermés dans une prison dorée que les installer dans d'autres hôtels moins exposés, mais considérés comme « potentiellement plus vulnérables ».

Le 18 avril, un évènement va montrer la fragilité du système de sécurité au cœur même d'un des endroits les plus stratégiques de la ville. Ce jour-là, un homme entre au ministère de la Défense afghane, fait feu et tue deux personnes avant d'être abattu, non loin du bureau du ministre. Depuis plusieurs mois, les talibans ont changé de tactique et, face à la mise en place de dispositifs sécuritaires plus drastiques, ont opté pour l'infiltration des forces de police et de l'armée. « Ces attaques récentes sont révé-

latrices d'un niveau d'intelligence faible de nos propres services », constate Abdul Hadi Khalid, ancien ministre adjoint de l'Intérieur afghan et analyste de la défense<sup>2</sup>. « Nos services ne peuvent pas savoir ce qui se passe vraiment ou donner des conseils aux dirigeants. Le ministre n'est même pas capable de défendre son propre immeuble et ses bureaux. Comment ce terroriste a-t-il pu entrer dans le ministère ? Certaines personnes ont dû lui faciliter les choses pour atteindre aussi près le cabinet du ministre. » Cette stratégie d'infiltration des forces armées et de la police est aussi une réponse directe à la politique d'enfermement des forces de l'Otan : moins au contact des populations, les soldats américains, français ou anglais sont devenus des cibles difficiles. Le 21 mai encore, un kamikaze s'est infiltré dans l'hôpital militaire de Kaboul, se faisant sauter au milieu d'étudiants en médecine. Une tactique qui permet aux insurgés de « faire croire qu'ils peuvent frapper n'importe où, n'importe quand ».

Soucieux de répondre à la recrudescence d'attentats, les gouvernements de la coalition ont décidé depuis le début de l'année d'accroître les moyens du contrespionnage afghan. Jusqu'à présent, les forces américaines et françaises ont formé deux-cent vingt soldats afghans à repérer les éventuels infiltrés talibans ainsi que les soldats mécontents dans les rangs, selon le lieutenant général américain William Caldwell, le commandant de la formation de l'Otan en Afghanistan. D'ici à la fin de l'année, le nombre de personnes formées au contrespionnage devrait monter à quatre-cent quarante-cinq soldats.

<sup>2</sup> <<http://www.heraldonline.com/2011/04/19/3001117/afghan-forces-train-to-spot-rogue.html#ixzz1KnIfaR13>>

## Ville forteresse

Cette construction d'un environnement sécuritaire ne s'arrête jamais: des consultants en sécurité s'emploient à relever en permanence les exigences si bien qu'une partie de la ville n'est plus qu'une immense forteresse... Les Américains ont imposé cet urbanisme du *compound*, comme il s'est développé en Irak ou à une moindre échelle dans les ghettos riches des banlieues pour se protéger de la délinquance.

Pendant que les murs se renforcent dans les périmètres de sécurité, les forces étrangères préparent leur retrait. Selon un calendrier établi en juillet 2010 lors de la conférence de Kaboul, elles se retireront progressivement, d'ici à la fin 2014, au profit de la police et de l'armée afghanes. L'assassinat de Ben Laden ouvre de nouvelles perspectives, justifiant de moins en moins la présence américaine venue en Afghanistan pour traquer les hommes d'Al-Qaida après le 11 septembre 2001<sup>3</sup>. La confrontation militaire ayant montré ses limites, les États-Unis cherchent à négocier un règlement politique de la situation afghane avec les responsables du mouvement talib. Dès février, l'hebdomadaire *The New Yorker* indiquait que Washington voulait « évaluer quels membres de la direction talibane pourraient être prêts à participer à des négociations de paix en Afghanistan et à quelles conditions ». Les talibans ont insisté pour obtenir des négociations directes avec les Américains et ont proposé d'ouvrir un bureau formel. Au cœur des discussions, s'affrontent les exigences des

uns et des autres. Les talibans veulent la libération de leurs hommes emprisonnés à Guantanamo, le retrait d'Afghanistan des troupes étrangères et une participation au gouvernement afghan. Les Américains et l'entourage du président Karzaï exigent en contrepartie le respect de la Constitution afghane, l'arrêt des violences et le respect du droit des femmes et des minorités.

En juin 2010 déjà, la *loya jirga*<sup>4</sup> avait été convoquée par le président Hamid Karzaï dans le cadre des tentatives d'ouvrir des négociations avec les talibans, mais ceux-ci avaient boycotté l'assemblée, la qualifiant d'« outil de propagande des forces d'occupation ». Négocier avec son ennemi, ce n'est pas simple, mais les discussions avec les talibans ont été organisées par des intermédiaires non gouvernementaux et l'entremise de gouvernements arabes et européens. L'idée selon laquelle il faut assurer une représentativité des « indésirables » fait son chemin depuis quelques mois. Selon William Zartman<sup>5</sup>, spécialiste du sujet, la clé d'une approche de la résolution des conflits est « une reconnaissance de base de la légitimité de la dissidence interne, même si elle est en rupture avec la politique normale. Cela ne signifie pas que les insurgés [...] sont supposés avoir raison; cela signifie seulement qu'ils sont supposés avoir un point de vue et qu'ils présentent des griefs légitimes, même s'ils n'utilisent pas de moyens légitimes de les défendre ». Autant dire que la politique de neutralisation des talibans n'est plus nécessairement considérée comme payante!

L'un des meilleurs analystes de la situation afghane est lui plus circonspect sur ces tentatives de rapprochement avec les

3 S'exprimant début juin au côté du président afghan Hamid Karzaï, Robert Gates a assuré que le début, en juillet, du processus dit « de transition », marqué par le transfert graduel de la responsabilité de la sécurité aux forces afghanes d'ici fin 2014, n'entraînerait pas un départ précipité d'Afghanistan des membres de la coalition. Les États-Unis ont commencé cet été à retirer une partie des nonante mille soldats américains déployés dans le pays — sur les cent-trente-mille que compte l'Otan —, alors que le conflit est de plus en plus impopulaire dans de nombreux pays de la coalition. La France et la Belgique vont en faire autant.

4 La *loya jirga* est une structure large qui rassemble les *jirga* (assemblées) locales et des personnalités publiques. Celle-ci se réunit occasionnellement pour prendre des décisions importantes qui concernent le destin du pays.

5 William Zartman, dans « Peace offerings Theories of conflict resolution and their applicability to Afghanistan », Matt Waldman et Thomas Ruttig, *Afghanistan Analysts Network*, janvier 2011).

talibans. Thomas Ruttig<sup>6</sup> : « Qu'y a-t-il de vraiment nouveau en Afghanistan depuis l'année dernière ? Pour la première fois, le gouvernement de Kaboul a confirmé des contacts avec les dirigeants talibans. Dans le même temps, il a joué de manière inconsistante et sans résultats. Sans doute, les contacts entre le gouvernement Karzaï et les insurgés individuellement existent-ils, mais ils n'ont pas été systématisés et il n'y a toujours pas de stratégie globale pour aller de l'avant dans les négociations, voire des négociations sur la réconciliation. » Preuve en est, la multiplication des assassinats ciblés contre d'importantes personnalités cet été : le demi-frère du chef de l'État, Ahmed Wali Karzaï, est tué le 12 juillet par un de ses gardes du corps à Kandahar tandis que le 27 juillet, c'est le maire de Kandahar lui-même qui succombe à un attentat kamikaze. Autant de meurtres politiques ciblés contre le clan Karzaï de plus en plus fragilisé au moment même où les Américains entament le retrait des premières troupes.

## Un paravent de réconciliation

En trente ans, les années de guerre ont bouleversé les rapports sociaux. Les alliances traditionnelles entre ethnies, les modes de conciliation et de justice établis à travers des mécanismes de discussion et de cooptation ont volé en éclats, plus encore depuis 2001. La désastreuse politique américaine d'achat des commandants talibans et des chefs tribaux a cassé ce qui restait de confiance sociale. Quand des responsables talibans se voient offrir d'importantes sommes en dollars pour faire taire les armes, on pense avoir gagné quelques arpents de paix dans les montagnes alors que

6 Thomas Ruttig, « Statement of Transitional Justice Coordination Group, National and international obligations guarantee peace in Armanshar foundation », Afghanistan Analysts Network, 23 mai 2011.

ce phénomène d'achat des consciences tribales a accentué les déséquilibres sociaux. Raison pour laquelle le programme de réconciliation lancé par le gouvernement est resté au stade de pieuses intentions : la politique de pacification par l'argent a montré ses limites.

Autre question en débat, peut-on conjuguer une politique de réconciliation avec une culture de l'impunité ? Dans un mémento rédigé au mois de mars 2011, le Groupe de coordination sur la justice transitionnelle en Afghanistan a fait un lourd réquisitoire à charge du gouvernement afghan<sup>7</sup>. « Le parlement de l'Afghanistan, qui devrait être la maison du peuple opprimé de cette terre, a adopté une loi d'amnistie qui viole les droits de millions d'êtres humains sans défense [...] Maintenant, le Haut Conseil de la paix est apparemment favorable à une meilleure attribution des droits du peuple, mais toujours sans concertation. » Haut Conseil de la paix que les talibans pointent comme une de leurs cibles dans le communiqué du 30 avril : l'institution est accusée d'être instrumentalisée.

Personne ne semble croire que le gouvernement soit intéressé par un travail de réconciliation, un tel projet obligeant la majorité pachtounne à revenir sur le passé et sur son soutien actif aux talibans. Les acteurs de la société civile mettent la communauté internationale face à ses responsabilités. Partir en 2014, oui, mais dans quelles conditions ? Dans un contexte d'impunité généralisée... C'est vouer le pays à basculer dans un nouveau cycle de violences. « Il est de la responsabilité de la communauté internationale de prendre une position claire sur l'amnistie générale pour les auteurs de violations des droits de l'homme et de presser le gouvernement afghan à prendre des mesures pour

7 Statement of Transitional Justice Coordination Group, National and international obligations guarantee peace in Armanshar foundation (avril 2011).

s'acquitter des obligations découlant des conventions internationales<sup>8</sup> ».

Par rapport à la période talibane, la plus sombre de l'histoire de l'Afghanistan, les Kaboulis savent que l'histoire ne leur fera plus de cadeau, qu'il faut essayer de conjurer dollar et stabilité pour ne pas parler de démocratie ! La masse de dollars déversés grâce à la présence des bases américaines et au juteux trafic de drogue — en recrudescence<sup>9</sup> — a enrichi un grand nombre d'Afghans qui profitent des années de relative stabilité offertes par la présence de la coalition, pour construire d'impressionnantes villas avec colonnes et coloris kitsch. La brique comme protection illusoire contre un retour aux années noires — de 1996 à 2001 — lorsque Kaboul s'est trouvée meurtrie par les combats aux lance-roquettes à l'intérieur même de ses murs, où elle fut à genoux devant les talibans des montagnes qui avaient décidé de mettre au pas cette ville qui, à leurs yeux, était le symbole de la perversion. Kaboul, pour les étudiants en religion, c'était une réincarnation de Gomorrhe.

### Dollars et briques

Cette reconstruction sauvage, c'est une manière de mettre à distance le passé. Construire pour dire qu'on est là pour longtemps, même si les murs des petites maisons basses, héritage d'un urbanisme rural ont été pulvérisés dans les années nonante par les forces les plus conservatrices de la société. Les pelleteuses aujourd'hui poursuivent le travail des étudiants en religion à coups de roquettes... Le vieux Kaboul, avec ses espaces clos

autour de jardins, étouffe et disparaît progressivement.

Dehbouri, quartier calme à une trentaine de minutes du centre. Une extension de la ville, des rues villageoises rattrapées par les villas des dignitaires du régime. Dans les rues du quartier, la vie suit son rythme. Des terrasses qui surplombent les maisons, on peut voir les petits cerfs-volants en papier que les talibans avaient eux aussi interdit pendant leur « règne ». Ils craignaient que les garçons, en grim pant dans les arbres pour récupérer leurs jouets égarés par le vent, puissent voir les femmes dévoilées... Aujourd'hui cependant, le Gudiparan Bazi fend de nouveau les airs. Cerf-volant tenu par un simple fil, dont la fragilité contraste avec les pales des lourds hélicoptères de la coalition qui croisent en permanence au-dessus de la ville.

Le quartier, populaire, majoritairement peuplé par les Hazaras, témoigne d'une certaine vitalité. C'est dans ces rues qu'ont eu lieu d'intenses combats au cours des années nonante, les Hazaras étant les ennemis héréditaires des Pachtounes. Les talibans ont décimé les Hazaras de Kaboul, beaucoup ont fui puis sont revenus, mais les traces de cette époque restent vives. Le paravent de réconciliation ne trompe personne et si demain, les talibans devaient revenir en force, il est évident qu'ils s'attaqueront avec la même sauvagerie aux citoyens hazaras. Il y a plusieurs raisons pour un taliban d'en vouloir aux descendants de l'ancien empire de Gengis Khan : ces derniers sont des chiites, ils ne partagent pas le rigorisme des populations pachtounes. À entendre les échos, la méfiance reste de mise entre les deux groupes et personne n'a plus entendu parler de mariages intercommunautaires depuis fort longtemps. Les Hazaras sont ceux qui ont le plus à perdre du départ des Américains et de la coalition, ils le savent.

<sup>8</sup> *Idem.*

<sup>9</sup> L'Afghanistan, principal pays de production de l'opium, l'héroïne et le hachisch. Production estimée, entre 1 500 et 3 500 tonnes par an, avril 2011 (<<http://www.eurasiareview.com/drug-trafficking-in-afghanistan-implications-for-regional-security-analysis-30042011/>>).

Le groupe de coordination sur la justice transitionnelle insiste sur les priorités à donner : « La communauté internationale n'a rien fait pour mettre en œuvre une justice de transition en Afghanistan et cette forme de mépris a permis au gouvernement d'agir en violation de ses obligations nationales et internationales. La communauté internationale pourrait être confrontée à des questions auxquelles il ne sera plus possible de répondre à l'avenir si elle ne parvient pas à examiner les problèmes afghans avec une connaissance plus sérieuse, sous l'angle de la justice et des droits de l'homme. » L'histoire pourrait bien bégayer après 2014... ■